

Les régions déplorent leur manque de financements

LE MONDE | 10.09.2013 à 10h46 • Mis à jour le 10.09.2013 à 10h46 | Par [Eric Nunès](#)



Alain

Rousset et Jean-Marc Ayrault lors d'une rencontre avec les présidents de régions, en septembre 2012. | PATRICK KOVARIK/AFP

Les 27 présidents des régions de France métropolitaine et d'[outre-mer](#) ont rendez-[vous](#), mercredi 11 septembre à Matignon, avec le premier ministre Jean-Marc Ayrault. A l'ordre du jour : la mise en place de nouveaux contrats de plan entre les régions et l'Etat pour la période 2014-2020. Echaudés par un projet de loi de décentralisation qui n'a pas tenu ses promesses, les patrons de régions exigent "*des ressources financières nouvelles*", en adéquation avec les responsabilités que l'Etat veut leur transférer.

Le gouvernement souhaite que les régions recentrent leur action sur la recherche et l'[enseignement supérieur](#), les filières d'[avenir](#), les [transports](#), le développement du très haut débit et la transition énergétique.

Il y a un an, le 12 septembre 2012, le premier ministre et Alain Rousset, président socialiste de la région [Aquitaine](#) et de l'Association des régions de France (ARF), s'étaient mis d'accord sur le rôle dévolu aux régions dans la future loi de décentralisation. Elles devaient [devenir](#) les "*pivots du développement économique*", les "*chefs de file de l'innovation*".

"NAIN FISCAL"

Las. La décentralisation promise par le président [François Hollande](#) s'est métamorphosée en toilette, et les régions doivent [partager](#) le développement économique, coeur de la [politique](#) de relance du gouvernement, avec les métropoles.

Problème : seules les villes disposent de leviers fiscaux, nerf des politiques en matière de développement. C'est que *"la région est un nain fiscal"*, résume Jean-Pierre Balligand, socialiste et président de l'Institut de la décentralisation. *"Financièrement, dans ma région, 95 % du budget est composé de dotations d'État"*, assure Jean-Paul Bachy, président socialiste de la [Champagne-Ardenne](#). *"Le débat des compétences ne peut être dissocié de celui des ressources"*, ajoute-t-il.

Jean-Paul Bachy n'est pas seul à s'[agacer](#) : *"Mois après mois, nous avons le sentiment de nous [faire balader](#)"*, grogne Jean-Jacques Queyranne, président socialiste de la région [Rhône-Alpes](#), qui craint de [voir](#) les métropoles, prévues par l'actuelle mouture du projet de loi de décentralisation, dépouiller les régions de leurs compétences économiques. *"Prenez par exemple la région [Provence-Alpes-Côte d'Azur](#), si vous lui ôtez Marseille et Nice et demain Toulon, il ne restera à Michel Vauzelle qu'à s'[occuper](#) des chèvres de l'arrière-pays provençal"*, relève François Patriat, président socialiste de la [Bourgogne](#).

La journée de "câlinothérapie" de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes – future métropole – s'annonce compliquée, d'autant qu'elle ne devrait pas se [conclure](#) par de nouvelles annonces concernant la fiscalité des régions. Les nouveaux contrats Etat-régions ne commençant qu'en 2014, pour Matignon, *"il n'y a pas d'urgence concernant de nouvelles ressources financières"*.